

Supprimons la DGRI !

"Casse toi pauvre con". "La recherche Française n'a pas le niveau. Elle s'auto-évalue". Ce qui est bien, c'est que maintenant, grâce aux incontinences de Sarkozy, on peut se lâcher.

Considérons que s'il s'agit de limiter le nombre de fonctionnaires, il vaudrait mieux s'attaquer à ceux qui ne servent à rien, ou même sont nuisibles. Nous proposons donc de supprimer la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI), du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur¹.

Qui sont ces fonctionnaires ? Pour parler comme notre président, dont ils ont écrit un funeste discours, ce sont des chercheurs qui n'ont pas le niveau et des technocrates déçus par la stagnation de leur carrière. Ils passent à côté de toute évaluation. Que font-ils ? la mouche du coche. Combien sont ils ? Plus de deux cents. Que produisent-ils : pas grand chose.

1. 2011

Scène de genre : la relation avec les directeurs d'organisme. Un lambda de la DGRI dans un bureau : "J'ai besoin immédiatement d'un rapport sur l'état des recherches". Les directeurs d'organismes : "Branle bas de combat dans tous les étages ! sinon nous n'aurons pas notre budget ; ou bien nous allons être dissous ". En dessous : "Mais c'est dérisoire". Les directeurs d'organismes : "Il n'y a pas de mais". A la fin, le budget est établi à la règle de trois.

Mais, avec cette pratique, le mépris a diffusé. Pas besoin d'être nostalgique. Ne faisons pas comme si naguère les chercheurs avaient de la fierté, et comme si cela n'aurait pas pu se faire. Ce qui est improuvable, et d'ailleurs peut être faux.

Gauche-Droite : la politique du Ministère de la Recherche ne change pas, depuis deux décennies. Elle est basée sur une conception négative de la qualité de la recherche française. Allègre a donné le ton. Il a donné à la DGRI son ampleur actuelle. Il lui a donné son style, son paradigme fondateur : le dénigrement des entités dont elle a la charge. Maintenant, c'est elle qui donne l'argumentation à notre Ministre et à son Président.

La DGRI s'est trompée. On mute des préfets pour des erreurs moindres, dissolvons là ; on ne verra pas la différence en matière de production ; mais question ambiance, ça sera quand même mieux pour tout le monde, même pour eux, parce que dès qu'ils sont entre eux, il ne sont pas franchement rigolos.

Soyons entomologistes. Pensons à Courteline. Observons ce que la

logique administrative ne va pas manquer de produire. Il y a quelques années : "Il y a un manque évident de stratégie, et ces demeures en ont besoin. Créons l'ANR". Aujourd'hui : "L'ANR existe et a des moyens. Mais, zut alors ! elle empiète sur nos prérogatives". Nous ne devrions pas manquer de voir dans la période qui vient la remise en cause de l'ANR. La même chose pour l'AERES. Il va pourtant de soi que la création de ces agences ne saurait être qu'un empilement, selon la logique qui fait l'originalité de notre administration.

On peut donc rêver de supprimer la DGRI, sachant que cela ne se fera pas. Mais quand même, quel signe fort cela serait en faveur d'une réelle politique d'autonomie des Universités que de restreindre au minimum l'administration censée piloter la façon dont elle conduit ses recherches ! Une structure de suivi a sa propre tendance ; la DGRI existe, elle empêchera toute évolution vers une remise en cause d'elle même. Si les choses restent en l'état, les Universités ne pourront jamais atteindre une quelconque autonomie en matière de recherche.